

Elections Législatives du 23 Juin 1968

1re Circonscription du Calvados

Union pour la Défense de la République

Electrices, Electeurs,

Après s'être donné des institutions solides, après dix ans de stabilité politique, de redressement économique et de progrès dans tous les domaines,

Après avoir restauré son indépendance nationale et agi sans relâche pour la coopération internationale et la paix du monde,

LA FRANCE VIENT DE VIVRE DES SEMAINES DRAMATIQUES.

Les Français, muets de stupeur et d'angoisse, ont vu déferler une vague de violence préméditée.

Les libertés de pensée, d'expression, de travail ont été malmenées et sont encore menacées. Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Des hommes politiques de l'opposition se disposaient à bafouer la légalité, en préparant la prise du pouvoir sans en appeler au suffrage universel.

A L'APPEL DU PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE, la majorité des Français a manifesté, de façon éclatante, son attachement aux libertés et aux institutions républicaines, et sa détermination de s'opposer à la subversion.

IL FAUT MAINTENANT :

— de toute urgence, remettre en marche l'économie française,

— surmonter les risques d'inflation, assurer la vie des entreprises pour préserver l'emploi et conserver nos chances dans la compétition européenne et internationale,

— mettre en œuvre, avec les représentants qualifiés de toutes les parties en cause, les profondes réformes administratives, universitaires et sociales, souhaitées par tous, et fondées sur la participation qui restitue à l'homme toute sa dignité.

Mais cette reprise de l'expansion et ces réformes ne pourront s'effectuer que dans l'ordre et le respect de la loi.

L'anarchie et l'asphyxie économique conduiraient au chômage et à la misère. Elles prépareraient la voie à la dictature et à ses multiples formes d'oppression.

Appelés à s'exprimer le 23 Juin, les Français auront à faire un choix décisif :

d'un côté, les communistes et leurs alliés de fait,

de l'autre, les hommes décidés à défendre la République, les libertés et le progrès dans la paix civile.

A CHACUN DE SE PRONONCER.

Dr Henri-François BUOT

Chevalier de la Légion d'Honneur — Croix de Guerre 39-45
Ancien Déporté Résistant
Ancien Maire-Adjoint de la Ville de Caen
Conseiller Général de Caen-Est
Député Sortant

Remplaçant éventuel :

Lucien NELLE

Maître-Assistant
en Sciences Economiques
à l'Université de Caen

T. S. V. P. →

QUELQUES VÉRITÉS

Certains croient habile d'intenter à la 5e République un procès de carence. Mais les Français n'ont pas la mémoire courte et se rappelleront quelques vérités :

ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE

En 10 ans
- Augmentation de la production nationale de 58 %.
(Allemagne : 51,9 % - U. S. A. : 49,5% - Grande-Bretagne : 32,1 %).
- Progression des dépenses d'investissement : 87 %
(contre 55 % de 1949 à 1958).
- La part des dépenses productives est passée de 39 % à 60 % et celle des dépenses militaires a été réduite de 28 à 19 %.
- Remboursement des 2/3 de la dette extérieure — Augmentation de 580 % de nos réserves de change.

NIVEAU DE VIE

Proportion des ménages disposant :

— d'une automobile :	en 1958 : 27 %	— En 1967 : 53 %
— d'un téléviseur :	7 %	59 %
— d'un réfrigérateur :	18 %	69 %

ÉQUIPEMENTS

— Logements terminés	: 1958 :	291.000	—	1967 :	422.000
— Dotation d'H. L. M.	: 1962 :	89.000	—	1968 :	184.500
— Postes de Téléphone	: 1958 :	3.700.000	—	1966 :	6.5000.000
— Crédits routiers	: 17,3 fois plus qu'en 1958.				

ÉDUCATION NATIONALE

- Pourcentage du budget de l'Etat : 1958 : 10,8 % — 1967 : 19,5 % (y compris Jeunesse et Sports)
- Accroissement des effectifs :

— Tous enseignements	: 1958 :	5.553.000	—	1967 :	9.857.000
— Etudiants	:	186.000			514.000
Bourses 2e degré	: 1958 :	460.000	—	1967 :	1.250.000
— Bourses d'enseignement supérieur	:	32.000			115.000
— Places de restaurants universitaires	:	15.000			69.000
— Chambres d'étudiants	:	9.300			71.000
— Evolution des effectifs d'enseignants	:	289.000			472.000

JEUNESSE ET SPORT

Les dotations des deux lois-programmes font passer le

— nombre de gymnases	de 1.795 à 4.240
— piscines	de 516 à 1.630
— maisons de jeunes	de 590 à 1.740

ACTION EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE

- Aide à l'agriculture — Augmentation des crédits du FORMA : 310 %
— » » de l'enseignement agricole : plus de 11 fois
— — budget social : 36 fois plus.
- Création des SAFER, du FASASA, de l'indemnité viagère de départ,
- Incitations à la modernisation et à la rationalisation des entreprises dans la perspective du Marché Commun.
- Généralisation de la T. V. A., impôt juste, dynamique, européen.
- Politique régionale ; Créations des Régions - de la Délégation à l'Aménagement du Territoire, du Fonds d'intervention (FIAT), des CODER...

POLITIQUE SOCIALE

- Suppression progressive des zones de salaires : 11 en 1959 - 8 en 1962 - 2 au 1er avril 1968 - 0 au 1er juin 1968.
- Formation professionnelle des adultes : en 1962, 1.200 sections - en 1967, 2.004 sections (47 800 stagiaires),
- Augmentation des crédits du fonds national de l'emploi 265 % de 1964 à 1968.
- Création de la Bourse et des Agences de l'Emploi, avec garantie de revenu aux Travailleurs momentanément privés d'emploi.
- Institution de l'assurance-maladie des exploitants agricoles.
- Majoration des allocations familiales de 80 % en 10 ans.
- Allocation aux personnes âgées : de 1.050 F à 2.400 F par an.

AINSI le démenti que reçoivent nos détracteurs est irrécusable : c'est celui des faits.

Pour l'avenir, le choix est clair.

La France peut et doit — échapper à la subversion
— surmonter la crise
— et poursuivre dans la voie du progrès.

AUX FRANÇAISES ET AUX FRANÇAIS D'EN DÉCIDER, DIMANCHE PROCHAIN

Dr H.-F. BUOT
Candidat de l'Union pour la Défense de la République

Remplaçant éventuel :
Lucien NELLE

IMP. MALHERBE - CAEN